

# Le Maroc et les migrations des Africains du sud du Sahara

## Evolutions récentes et possibilités d'action

### Résumé

Devenues, depuis de nombreuses années, une sorte de soupape de sécurité pour la plupart des pays africains, les migrations actuelles de citoyens d'Afrique résultent de la conjonction d'un ensemble de facteurs d'ordre économique et social, politique et réglementaire. Et la problématique qu'elles induisent est nécessairement globale et pluridimensionnelle.

C'est, bien évidemment, une problématique d'ordre sécuritaire, immédiat, mais c'est aussi une question qui implique des réponses d'ordre économique, social et politique, sur le moyen et le long terme ; c'est-à-dire qui exige une approche globale, aussi bien en termes de pays à "coaliser" contre les migrations illégales et la traite des êtres humains, qu'en termes de moyens à mettre en œuvre pour le développement des pays et régions de départ. Tellement l'histoire, y compris l'histoire récente de l'Europe (celle de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce ou du Portugal, notamment), indique que là où une posture de développement se met en marche, les migrations se réduisent avant de s'inverser.

Puisque, en effet, plus de développement (ou moins de déséquilibres et de pauvreté) induit, à terme plus ou moins court, moins de migration.

Pour cela, il y a besoin de poser, dès à présent, les fondements d'un autre cadre multilatéral de dialogue et de coopération et d'intervention – plus efficient et mieux doté en moyens de décision – entre l'Union européenne, les pays du Maghreb (Maroc et Algérie, notamment) et les principaux pays de départ de migrants illégaux d'Afrique sub-saharienne.

Une telle démarche devrait viser, normalement, l'institution d'un « partenariat politique, de sécurité » et, aussi, « de développement économique et humain en Afrique », à l'image de ce qui a été convenu (sans se traduire effectivement dans les faits) en 1995 entre l'Union européenne et les pays du sud de la Méditerranée, pour faire face à court et à moyen termes au flux de migrations illégales, que seul un développement économique, durable et équilibré, serait en mesure de réduire, en atténuant la propension à émigrer dans un continent bientôt peuplé de plus d'un milliard de personnes.

**Mehdi Lahlou**

INSEA, Rabat  
(me\_lahlou@yahoo.fr)

(1) Le même plan d'action a retenu également « la place déterminante du Maroc comme l'un des derniers pays de transit des migrants irréguliers vers l'Europe ». Voir chapitre sur « l'Évolution de la politique de l'UE », (p. 110-127), in « L'immigration irrégulière sub-saharienne à travers et vers le Maroc », étude conduite par Lucile Barros, Mehdi Lahlou, Claire Escoffier, Pablo Pumares, Paolo Ruspini. Bureau international du travail, Programme des migrations internationales, *Cahiers de migrations internationales*, Genève, 2002.

(2) En effet, des pays comme l'Iran, le Pakistan ou la Libye, par exemple, faisaient part, en 2001, de la présence sur leur territoire d'au moins 2 millions de migrants chacun.

Ce partenariat euro-africain, vu l'urgence des problèmes posés par les migrations illégales à l'heure actuelle et vu l'ampleur qu'elles peuvent atteindre dans les années à venir, doit être fondé sur une volonté politique forte – de part et d'autre – et sur un engagement économique réel, pour notamment lutter contre la pauvreté, dans les régions les moins nanties d'Afrique sub-saharienne.

A ce niveau, il faut tirer les conséquences du déroulement du partenariat euro-méditerranéen prévu à Barcelone qui « n'a pas conduit – comme le reconnaissent, de concert, et la Commission européenne et les pays tiers-méditerranéens – à un dialogue suffisamment franc et sérieux sur certaines questions, comme les droits de l'homme (...) ou les migrations ». Comme il faut surtout faire en sorte que l'un des premiers constats faits par le Groupe Asile et Migration, créé en 1998, à travers son "Plan d'action Maroc" soient pris suffisamment en considération pour être traduits rapidement dans des programmes de développement économique locaux et régionaux conséquents. Selon ce plan d'action, en effet, « la pauvreté, la famine, les conflits armés et l'absence de perspectives d'emploi sont les principales raisons de ces migrations de transit illégal (par ce pays – le Maroc, en l'occurrence (1)), en particulier en provenance du Nigeria, du Mali et de la République démocratique du Congo ».

Il est cependant évident – l'expérience des 4 dernières décennies aidant – qu'il y a besoin pour cela, également, d'une nouvelle forme d'engagement fondée sur une conditionnalité bien comprise mettant davantage en avant la satisfaction des besoins directs des populations aux niveaux local et régional, plutôt que des intérêts nationaux, très souvent aussi abstraits que réfractaires à toute possibilité de mesure et de suivi.

## I. Situation et évolutions récentes

Toutes les études menées au cours des dix dernières années relativement aux mouvements migratoires entre l'Afrique et l'Europe de l'Ouest et qui ont ciblé, plus particulièrement, les nouvelles filières migratoires entre l'Afrique sub-saharienne et les pays de l'Union européenne, via le Maghreb, ont notamment permis de parvenir, entre autres conclusions, à la confirmation du fait que la question migratoire, qui concerne année après année un nombre croissant de pays et de personnes, pose une problématique globale et pluridimensionnelle.

En effet, c'est une problématique qui est tout à la fois démographique, économique, sociale et politique. Elle est aujourd'hui sur le devant de la scène, en parallèle à la forte médiatisation (et souvent aux drames) attachée aux autres mouvements migratoires qui affectent divers pays d'Europe occidentale, plus particulièrement en provenance d'Europe centrale (Roumanie), du Moyen Orient (Kurdes d'Irak) ou d'Asie centrale (Afghans, Pakistanais...). Sans que l'Europe soit le seul continent concerné par les multiples conséquences liées à l'accueil d'un nombre important de migrants (2).

S'agissant plus spécifiquement de l'Afrique, il semble bien que la conjonction d'un ensemble d'éléments d'ordre économique (accentuation de la pauvreté), politique (troubles et conflits violents inter et intra plusieurs pays africains) et réglementaire (généralisation du système des visas et mise en place de l'espace Schengen par les pays de l'UE) a conduit à l'augmentation du nombre de migrants vers l'Europe, et, en conséquence, à une plus grande visibilité du phénomène migratoire via le Sahara. Phénomène qui a, cependant, toujours existé en cette zone, en ne concernant toutefois que les citoyens de quelques pays (Mali, Niger, Tchad) qui se déplaçaient, généralement pour des travaux saisonniers ou parfois pour se fixer, en Libye et dans le Sud algérien.

Mais désormais, la presse, plus particulièrement espagnole, marocaine, algérienne ou française, relate quasi quotidiennement des faits en relation avec les migrations à partir de l'Afrique, du plus anodin (arrestation de candidats à l'immigration clandestine au large des côtes marocaines ou espagnoles) au plus dramatique (plus de 100 migrants tentant de se rendre en Libye retrouvés morts dans l'Erg du Ténéré au mois de mai 2001 (3) ; décès, le 27 décembre 2002 à la suite d'un incendie dans un commissariat à Malaga, dans le Sud espagnol, de 7 migrants irréguliers marocains (4) ; décès par noyade devant la côte marocaine de 18 migrants sub-sahariens le 19 janvier 2003 (5)...

(3) *Le Monde*, 20-21 mai 2001, Paris.

(4) *Le Journal hebdomadaire*, 25 janvier 2003, Casablanca.

(5) *Le Monde*, n° du 21 janvier 2003.

Dans les faits, le durcissement des réglementations européennes et des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen de même que les conflits diplomatiques ouverts – principalement entre l'Espagne et le Maroc – à propos de la "porosité" des frontières au Maghreb, ont déplacé le problème migratoire d'abord vers les zones de contact maroco-espagnoles, avant que celui-ci ne commence à s'orienter, avec le changement de la législation marocaine entamé au début de l'année 2003 et sanctionnant en particulier les réseaux mafieux de migration (6), à la frontière algéro-marocaine (7), puis, de plus en plus, aux frontières algéro-nigérienne, algéro-malienne et algéro-libyenne et à l'espace frontalier situé entre l'Algérie, la Tunisie et la libye.

(6) Projet de loi sur les migrations irrégulières en discussion devant le gouvernement marocain depuis le 16 janvier 2003. Voir par ailleurs.

(7) Programme Meda-Maroc, « Gestion des contrôles frontaliers », Mission d'identification au Maroc, juillet-octobre 2002, Commission européenne.

Autant dire que la gestion de la problématique migratoire sub-saharienne met aujourd'hui face à face le Maghreb et l'UE dans une posture historiquement inédite, surtout que, par ailleurs, le nombre de citoyens marocains, algériens et, dans une moindre mesure, tunisiens, qui alimentent à leur tour – très nettement pour ce qui concerne les Marocains – les migrations irrégulières vers le sud de l'Europe ne semble pas fléchir avec les années.

Dans ce qui suit, nous présentons de façon succincte un ensemble de points traités, pour partie, dans le premier volet de cette étude et actualisés pour la circonstance. Il s'agit des raisons de ce nouveau phénomène migratoire africain, de sa véritable ampleur à l'heure actuelle, des voies et filières migratoires vers et à travers le Maghreb et des conséquences les plus visibles de ces migrations sur cette région du monde.

Nous nous attacherons par la suite à tracer les lignes essentielles de ce qu'il serait possible ou souhaitable de faire dans les pays de départ, pour réduire la propension à la migration irrégulière et, dans les pays maghrébins eux-mêmes, pour résorber une partie plus importante des flux migratoires ainsi analysés.

### 1. Raisons des migrations irrégulières à partir de l'Afrique

L'expansion extrêmement rapide des migrations de "clandestins" ou de personnes en "situation irrégulière" enregistrée au départ – et à l'intérieur – de l'Afrique (toute l'Afrique, y compris l'Afrique du Nord) depuis le début des années 90 est, bien sûr, à relier à l'attraction de plus en plus forte qu'exercent le mode et le niveau de vie des populations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, notamment. A la faveur de la mondialisation, du développement des nouvelles technologies de l'information et, concomitamment, de la pénétration des images dans des lieux encore inaccessibles voici moins de 2 décennies, cette attraction intervient aujourd'hui très puissamment, particulièrement auprès des jeunes. Pour ceux-ci, notamment, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent "ce qu'il y a de mieux" en termes de conditions de vie, de liberté, de garantie des droits, de loisirs... Elles sont tout ce que leurs pays ne sont pas, tout ce à quoi ils aspirent particulièrement en termes de "chance de s'en sortir".

La généralisation des visas dans l'ensemble des pays riches potentiels d'accueil, en limitant singulièrement les migrations légales et les simples déplacements des personnes, a grandement contribué à l'accroissement des mouvements effectués dans la clandestinité.

Ces deux facteurs ne sont pas, cependant, les seuls à mettre en cause pour expliquer les tendances migratoires récentes (8). L'Afrique, en effet, joue depuis quelques années un rôle de plus en plus répulsif sur une partie grandissante de sa population, dont l'espoir d'une vie meilleure sur son lieu de naissance s'amenuise au fur et à mesure que s'accroissent la pauvreté et le "mal de vivre" ambiants.

L'évolution de la situation en Afrique – au sud du Sahara, en particulier – depuis le milieu des années 1960, et plus nettement au cours des deux dernières décennies, est globalement marquée par quatre éléments majeurs qui résument l'ampleur et la profondeur du dilemme africain en ce début de siècle.

L'Afrique, en effet, connaît encore une ère d'exubérance démographique ; la pauvreté est en train de s'y étendre comme nulle part ailleurs au monde ; les ressources naturelles à la disposition de ses habitants – l'eau notamment – sont de moins en moins abondantes ; et, conséquence d'une multitude de raisons – dont les trois causes ci-dessus et les multiples interférences extérieures, aussi bien politiques, du temps de la "guerre froide", qu'économiques, de l'ère actuelle de la mondialisation – les conflits et les guerres de toutes natures y sont de plus en plus nombreux, réduisant par là même les possibilités

(8) Lire à ce propos l'article de Saskia Sassen, « Mais pourquoi émigrent-ils ? », *le Monde diplomatique*, novembre 2000.

d'inverser les tendances, notamment en termes économiques, étant donné que l'insécurité représente un facteur de forte répulsion aussi bien pour les investisseurs locaux (dont le nombre est a priori réduit) que pour des investisseurs potentiels étrangers. A ce niveau, deux déterminants directs, intimement liés dans la situation africaine actuelle, sont à mettre plus particulièrement en avant : la croissance démographique qui se poursuit à un rythme élevé et la pauvreté, qui lui est attachée tout en la renforçant, qui devient de plus en plus générale et de plus en plus marquée.

### a. Une population de plus en plus nombreuse

L'Afrique est aujourd'hui, en termes des différentes évolutions de sa population, le continent qui accumule tous les retards. Même si la situation n'y est pas homogène selon qu'on se situe au nord, au sud ou au centre, ou encore selon qu'on fasse partie des pays à dominante arabophone, anglophone ou francophone – sans que la langue soit, bien évidemment, un élément qui justifie quoi que ce soit en lui-même.

Comme il ressort du tableau 1 ci-après, ce sont les régions les plus pauvres, souffrant des plus bas niveaux d'instruction, qui enregistrent les plus faibles espérances de vie à la naissance et qui connaissent les taux de croissance de la population les plus élevés.

Ce que les démographes appellent la "transition démographique" (9) semble être, en Afrique sub-saharienne, bloquée à ses premières étapes où la forte baisse de la mortalité est encore faiblement contrebalancée par la diminution de la natalité.

(9) Laquelle représente les différentes phases d'évolution par lesquelles passe une population donnée, et qui vont, généralement, d'une croissance à l'état naturel à une croissance sous contrôle humain.

Tableau 1  
**Taux de croissance démographique et espérance de vie à la naissance dans les différentes régions du monde, 1995-2000**

Région	Taux de natalité (p. 1 000)	Taux de mortalité (p. 1 000)	Croissance naturelle en (%)	Espérance de vie à la naissance
Monde	22,1	8,9	1,3	65,4
Europe	10,3	11,3	- 0,1	73,3
Amérique latine et Caraïbes	23,1	6,5	1,7	69,2
Amérique du Nord	13,8	8,3	0,5	76,9
Asie	21,9	7,7	1,4	66,3
Océanie	17,9	7,7	1,0	73,8
<b>Afrique dont :</b>	<b>38,0</b>	<b>13,9</b>	<b>2,4</b>	<b>51,4</b>
<b>Afrique du Nord</b>	<b>27,7</b>	<b>7,3</b>	<b>2,04</b>	<b>64,8</b>
<b>Afrique du Sud</b>	<b>28,3</b>	<b>12,3</b>	<b>1,6</b>	<b>54,4</b>
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>42,4</b>	<b>17,5</b>	<b>2,5</b>	<b>45,4</b>
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>42,4</b>	<b>17,5</b>	<b>2,5</b>	<b>45,4</b>
<b>Afrique centrale</b>				

Source : World population monitoring. United Nations, New York, 2000.

Une telle situation, fortement déterminée par l'ensemble des variables socio-économiques, culturelles et politiques signant le présent des sociétés africaines, n'est aucunement à mettre en doute dans son ampleur dans la mesure où elle est la résultante d'un faisceau de paramètres démographiques qui font désormais de l'Afrique une espèce d'exception à l'échelle mondiale.

Les pays africains dans leur ensemble enregistrent, en effet, le taux de natalité le plus élevé et le niveau de mortalité le plus bas au monde. Ils connaissent, en conséquence, le taux de croissance naturelle de la population le plus rapide, soit 3 % d'accroissement annuel, pour un taux moyen de croissance de 1,7 %, tous continents confondus.

Le taux de croissance naturelle de la population africaine dans son ensemble représente 184 % la moyenne mondiale, et près de 5 fois le taux nord-américain, alors que le taux de natalité en Afrique centrale (et de l'Est) représente le double de son équivalent à l'échelle mondiale.

De la sorte, et comme indiqué dans le tableau ci-après, l'Afrique, qui comptait 221 millions d'habitants en 1950 et 8,7 % de la population mondiale de l'époque, en compte aujourd'hui près de 800 millions (soit près de 13,5 % de la population mondiale) et devrait regrouper 1,3 milliard d'habitants en 2025 et 1,76 milliard en 2050.

Tableau 2  
**Estimations et projections de la population, par région, 1950-2025**

Régions	Population en millions (pourcentage)			
	1950	2000*	2050*	
			(a)	(b)
Monde	2 512 (100)	6 057 (100)	9 332 (100)	10 934 (100)
Pays industrialisés	814 (32,24)	1 191 (19,66)	1 181 (12,65)	1 309 (11,97)
Ensemble PVD	1 706 (67,79)	4 865 (80,32)	8 141 (87,23)	9 625 (88)
<b>Dont Afrique</b>	<b>221 (8,7)</b>	<b>794 (13,11)</b>	<b>2 000 (21,4)</b>	<b>2 320 (21,21)</b>
Amérique du Nord	172 (6,8)	314 (5,18)	438 (4,7)	502 (4,6)
Amérique latine	(167) (6,6)	(519) (8,56)	806 (8,63)	975 (8,91)
Asie	1 399 (55,6)	3 672 (60,62)	5 428 (58,16)	6 430 (58,8)
Europe	548 (21,7)	727 (12)	603 (6,46)	654 (5,98)
Océanie	13 (0,5)	31 (0,5)	47 (0,5)	53 (0,5)

Source : World Population Prospects : The 2000 Revision, Volume II : Sex & Age. United Nations, New York, 2001.

\* Estimations : (a) hypothèse moyenne ; (b) hypothèse haute.

En 2050, quelle que soit l'hypothèse retenue, un habitant sur cinq qui peupleront alors la terre vivra sur le continent africain, contre moins de un sur dix un siècle plus tôt.

Pour l'heure, en l'espace de 50, ans la population africaine aura été multipliée par plus de 3,6 fois, lorsque l'ensemble de la population mondiale n'aura été multipliée que par un peu plus de 2,4 fois.

Ces prévisions ont été faites bien que l'Afrique soit aujourd'hui la région du monde la plus affectée par le SIDA, qui a été à l'origine directe de la mort, en 2002, de 2,4 millions de personnes (adultes et enfants) en Afrique sub-saharienne, sur un total mondial de 3,1 millions de décès la même année. Et, de fait, l'Afrique au sud du Sahara enregistre aujourd'hui le nombre le plus élevé de personnes atteintes de SIDA au monde. Ainsi, en décembre 2002, sur 10 personnes atteintes de cette pandémie, 7 étaient africaines et vivaient quasiment toutes au sud du Sahara.

Agent de blocage supplémentaire de la transition démographique (10), le SIDA, qui affecte près de 30 (29,4) millions d'Africains (11), est un indicateur, tout à la fois, de l'état de pauvreté des personnes, de la désagrégation des systèmes nationaux de prévention et de la profonde crise économique et sociale que connaissent les régions qui en sont affectées. Il constitue désormais, également, un facteur aggravant de la pauvreté. « Des épidémies graves et de longue date plongent des millions de personnes dans la misère et le désespoir, au fur et à mesure que leur capacité de travail s'affaiblit, que leur revenu diminue, que leurs biens s'amenuisent et que leurs ménages sont anéantis. L'épidémie (du Sida) prive les ménages et les communautés de la capacité à produire et à acquérir de la nourriture, transformant une pénurie en crise alimentaire (12). » Ce qui ajoute un autre facteur structurel de blocage à tous les autres que connaît, depuis de très longues décennies, l'Afrique.

## **b. Une pauvreté qui s'aggrave en se généralisant**

La situation économique et sociale en Afrique s'inscrit depuis le milieu des années 60, et surtout depuis le début des années 80, dans une dynamique de régression qui s'exprime nettement par le recul à grande échelle des taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) et du revenu par habitant.

Ainsi, pour l'ensemble de l'Afrique, le taux de croissance du PIB qui se situait aux environs de 6 % par an entre 1965 et 1970 est passé à près de 0 % à la fin des années 80 et au début des années 90, avec cependant de gros écarts entre les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et le reste du continent, notamment en Afrique de l'Ouest et sahélienne.

Pour le début de l'actuelle décennie, le dernier rapport annuel sur les pays les moins avancés publié par la CNUCED en 2002 indique, en particulier, que la proportion de la population vivant dans "l'extrême pauvreté", c'est-à-dire celle qui dépense moins de un dollar américain par

(10) C'est-à-dire d'évolution de la croissance démographique vers son stade ultime actuel, celui qui est marqué par de faibles taux de natalité et de mortalité.

(11) Le Point sur l'épidémie du SIDA, OMS, décembre 2002.

(12) *Ibid.*, p. 28.



(13) Rapport 2000 sur les Pays les moins avancés, CNUCED (site web : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)).

(14) Cet ensemble de 5 pays regroupe près de 50 millions d'habitants, disposant en moyenne chacun d'un peu plus de 200 US\$ par an, ce qui correspond à près 60 cents américains par jour, et enregistrant un taux de croissance démographique moyen compris entre 2,7 et 3,4 % par an.

(15) Dette & développement, plateforme d'information et d'action sur la dette des pays du Sud, rapport 2001-2002 (site internet : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)).

(16) Consulter : [www.uneca.org](http://www.uneca.org) (site de la Commission économique pour l'Afrique) ; [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) (Banque mondiale) ; [www.adb.org](http://www.adb.org) (Banque africaine de développement) ; [www.fao.org](http://www.fao.org) (FAO) ; [www.unaids.org](http://www.unaids.org) (Programme des Nations Unies de lutte contre le sida).

jour, dans les pays africains les moins avancés est passée de 56 % pour la période 1965-1969 à 65 % pour la période 1995-1999.

La CNUCED, qui estime le nombre des pays les moins avancés (PMA) à 48 (13), considère que 32 parmi eux sont des pays africains. Parmi ces derniers, on retrouve tous les pays limitrophes, ou très proches, des frontières algéro-libyenne (le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso ou le Bénin (14)) de même que la République démocratique du Congo ou la Sierra Leone, dont les migrants sont très présents entre Afrique et Europe. On ne rencontre pas, cependant, le Nigeria qui, avec au moins 124 millions d'habitants, et un PIB moyen par habitant inférieur à 300 US\$, est aujourd'hui un des pays de départ, effectif et potentiel, de premier plan à l'échelle du continent africain.

Parallèlement à cela, et en partie cause et conséquence majeures de cela, l'Afrique sub-saharienne connaît un endettement extérieur en très forte croissance. La dette extérieure de la région a été multipliée par plus de 3,3 fois en 20 ans, passant de 60,6 milliards de dollars US en 1980 à 206,1 milliards en 2000. Durant la même période, le ratio stock de la dette extérieure sur PNB est passé de 23,4 % à 66,1 %, alors que le service de la dette extérieure est passé de 6,7 milliards de dollars en 1960 à 14,8 milliards de dollars en 2000, en représentant à la même année 12,8 % des recettes d'exportation de la région contre 7,2 % vingt ans plus tôt, réduisant d'autant les revenus disponibles pour les ménages et les ressources possibles pour d'éventuels investissements publics ou privés (15).

De tout cela on peut retenir, notamment dans le cas de l'Afrique sub-saharienne – qu'il est possible d'étendre, pour ce qui concerne la problématique migratoire, jusqu'aux confins de la République d'Afrique du Sud – trois conclusions majeures :

- A prix constants, la pauvreté des plus pauvres, au début du 21<sup>e</sup> siècle, est beaucoup plus accentuée qu'elle ne l'était 40 ans plus tôt.

- Combinaison de ces deux éléments et de la croissance démographique signalée plus haut, les plus pauvres sont aussi de plus en plus nombreux et forment désormais une véritable ceinture à la lisière sud de l'ensemble des pays du Maghreb.

- La posture dans laquelle se situe aujourd'hui l'Afrique, notamment sa partie sub-saharienne, est une posture de sous-développement et de régression ; et si rien de significatif n'est fait à brève échéance, sur les plans financier et économique, pour y envoyer plus de ressources qu'il n'en sort, et sur les plans institutionnel et politique internes, pour y ramener un minimum de calme et de stabilité, sans lesquels les investissements créateurs de richesses et d'emplois ne sont pas possibles, la région est menacée par une véritable catastrophe humaine, indicateur d'une plus forte propension aux migrations à moyen et long termes (16).



## 2. Ampleur actuelle de ce phénomène

Les informations disponibles relativement au nombre de migrants sub-sahariens en situation irrégulière transitant par le Maroc (et le Maghreb) vers l'Europe, ou s'installant au Maroc (et au Maghreb), par défaut ou comme ultime étape de leur projet migratoire, ou de Marocains immigrés, installés irrégulièrement en Europe occidentale, proviennent de différentes sources, souvent non concordantes, et sont très disparates et très partielles, selon leurs origines.

Nous disposons à ce propos de chiffres publiés par les autorités espagnoles (ministère du Travail, Garde civile, journaux...). Ils sont les plus suivis et semblent aussi être les plus complets. Il y a aussi certaines données partielles publiées sporadiquement par les autorités marocaines ou algériennes. A ces sources il faut ajouter les informations tirées d'études menées par différents chercheurs (généralement de manière isolée) au Maroc, en Algérie, en Libye ou en Tunisie de même que celles qui sont tirées des médias écrits, aussi bien au Maghreb qu'en Europe.

Mis bout à bout, les différents chiffres recueillis conduisent à mettre en avant certaines données basiques concordantes :

- Le nombre de migrants a fortement progressé au cours des années 1996 à 2002 ; mais, cependant, sa plus grande visibilité – aussi bien effective, dans les grandes artères et places de certaines villes (Las Palmas, Madrid, Barcelone, Paris, Marseille, Milan, Pise ou Florence...) que médiatique et politique – au travers notamment de la montée en force de mouvements xénophobes – n'exprime pas ce que l'on pourrait qualifier de *Bomba migratoria* ou « bombe migratoire », comme cela a été souvent écrit par la presse, espagnole en particulier (17).

(17) La revue *Dinero*, n° 907 de juin 2002, Madrid.

- Les pays concernés sont devenus plus nombreux et la part des migrants de chacun dans l'ensemble est devenue plus significative.

- Les migrations de citoyens de pays du Sud du Sahara ne concernent, que dans une faible mesure, l'Europe, puisque, pour la plupart, les migrants sub-sahariens s'installent pour des périodes plus ou moins longues au Maghreb, en Libye en particulier, en Algérie dans une moindre mesure, et de plus en plus au Maroc. On estime ainsi à plus de 2 millions le nombre de personnes du sud du Sahara vivant actuellement en Libye.

Grosso-modo, les chiffres tirés de différentes sources indiquent que le nombre de migrants sub-sahariens accédant au Maghreb par ses frontières sahariennes se situerait entre 65 000 et 80 000 annuellement, au cours des dernières années.

Sur ce chiffre estimatif, 80 % des migrants se dirigent vers la Libye, et 20 %, soit entre 13 000 et 16 000, vont en Algérie. Toutefois, sur les 80 % allant en Libye, une partie impossible à chiffrer – qui varie fortement selon la politique du moment suivie par les autorités libyennes vis-à-vis des pays d'Afrique sub-saharienne – repasse sur le territoire algérien, pour suivre la filière « algéro-marocaine » à destination de l'Europe.

Une partie de ces migrants reste en Algérie, pour être employée dans différents travaux agricoles ou de transport à Tamanrasset et sa région ou en tant que domestiques et prestataires de différents services à Alger ou Ghardaïa (creusement de canaux, travaux de terrassement, petit commerce, cordonnerie, coiffure...). Mais, dans leur plus grand nombre, ils ne font que transiter par le territoire algérien – en y travaillant en chemin pour faire face à leurs multiples dépenses, notamment de transport – pour se diriger vers le Maroc ; pour pouvoir aller ensuite en Espagne ou, à défaut, pour rester au Maroc, qui semble constituer de plus en plus une destination finale pour certains citoyens de pays comme le Sénégal, le Mali ou la République démocratique du Congo.

Les données publiées au cours des dernières années – devenues plus affinées et plus précises à mesure que les contrôles se sont renforcés – par les autorités espagnoles semblent corroborer ces estimations, puisque le nombre de Sub-sahariens arrêtés par les forces de sécurité hispaniques a varié de 142 en 1996 à 3 431 en 2000, comme cela est indiqué au tableau ci-après (on estime généralement, jusqu'à présent, que pour un migrant arrêté, deux ou trois ont pu échapper aux contrôles).

Tableau 3  
**Immigrés arrêtés dans le détroit de Gibraltar  
entre 1993 et 2000**

Zone du détroit de Gibraltar					Total
Nationalités Année	Marocains	Algériens	Reste de l'Afrique	Autres	D. Gibraltar
1993					4 952
1994					4 189
1995					5 287
1996	6 701	815	142	83	7 741
1997	5 911	1050	113	274	7 348
1998	5 724	1002	76	229	7 031
1999	5 819	661	148	550	7 178
2000	12 858	253	3 431	343	16 885

Source : Garde civile espagnole. Pablo Pumares, Etude BIT sur les « Migrations irrégulières à travers et vers le Maroc ». Genève, août 2002.

L'augmentation du nombre de migrants arrêtés est liée aussi bien à l'accroissement du nombre total de migrants transitant vers l'Espagne qu'au renforcement et au perfectionnement des systèmes de surveillance mis en place au large des côtes ibériques, de même qu'au large des îles Canaries, où le nombre de clandestins (toutes nationalités confondues) arrêtés est passé de 875 en 1999 à 2 387 en 2000 (aucune arrestation n'ayant été signalée au cours des années antérieures).

Tableau 4  
**Immigrés arrêtés dans le détroit de Gibraltar et au large  
des îles Canaries selon le lieu d’interception (1996-2000)**

Zone du détroit					Total	Canaries
Lieu d’interception Année	Mer/Côte	Polissons	Intérieur	Frontière	D. Gibraltar	(*)
1996	3074	282	1433	2952	7741	
1997	2558	801	2076	1913	7348	
1998	2880	674	1885	1592	7031	
1999	3606	410	2213	949	7178	875
2000	14488	431	1362	604	16885	2.387

Source : Guardia civil, citée Pablo Pumares. Etude BIT sur les « Migrations irrégulières à travers et vers le Maroc », Genève, août 2002.  
(\*) Delegación del Gobierno para la Extranjería (seulement les arrestations dans des embarcations ou sur la ligne de côte).

A ce niveau, les données portant sur les arrestations au large des îles Canaries montrent une très forte progression au cours des 7 premiers mois de 2002 par rapport à la même période de 2001 et par rapport à l’ensemble de l’année 2000.

Ainsi, selon *la Provincia Digital*, site internet des îles Canaries (18), le nombre de migrants arrêtés à leur débarquement sur les îles de l’archipel canarien, principalement à Fuerteventura, a atteint, de janvier à fin juillet 2002, 2 571 personnes, à bord de 145 embarcations interceptées. Ce nombre représente 102 % d’augmentation par rapport à la même période de 2001, où 1 269 migrants clandestins ont été arrêtés. En 2001, 60 % des immigrants arrêtés étaient originaires de pays d’Afrique sub-saharienne, et 40 % du Maroc. En 2002, la proportion de Marocains serait passée à 50 % de l’ensemble. Globalement, il y aurait, en moyenne, arrestation de 15 migrants par jour.

(18) 21 août 2002.

L’augmentation du nombre de migrants débarquant à Fuerteventura peut être mise en parallèle avec la chute de celui des candidats à la migration arrêtés au port de Tanger. Ainsi, selon les autorités policières de cette ville, le nombre de ceux-ci s’est élevé à “seulement” 598, entre les mois de juin et de août 2002, contre 2 343 pour la même période de 2001. La proportion de Sub-sahariens dans ces nombres étant d’à peu près le tiers (19).

(19) *Al Ahdath Al Maghribia* (journal arabophone), 15 septembre 2002.

Cette baisse serait due à une plus grande fermeté de la police et au renforcement des protections autour des points d’accès possibles au port de la cité du nord-ouest du Maroc, principale voie de passage de milliers de Marocains travaillant et vivant en Europe (20). Et de fait, les journaux marocains ont relaté l’arrestation, entre le 20 et le 22 septembre 2002, dans différentes auberges de l’ancienne médina de Tanger, contiguë au port, de 1 053 candidats à l’émigration, dont 890 Marocains et 163 personnes originaires d’Afrique sub-saharienne (21).

(20) Chaque été, entre fin juin et début septembre, entre 800 mille et 1,2 million de Marocains transitent par ce port, pour venir passer leurs vacances au Maroc.

(21) *Libération*, 24 septembre 2002.

(22) *Ibid.*, n° du 27 septembre 2002.

(23) Faisant partie du Programme indicatif national MEDA 2002/2004 qui inclut 3 programmes spécifiques : Gestion des contrôles frontaliers, avec un budget de 40 millions d'euros, Appui institutionnel à la circulation des personnes, budget 5 millions d'euros et Stratégie pour le développement des provinces du nord (marocain), 70 millions d'euros pour l'année 2004.

(24) elpais.es. Site internet du journal espagnol *El País*, le 26 août 2002.

(25) Le 23 septembre 2002 devait se tenir à Madrid une rencontre prévue dès la résolution de l'incident de l'île de Leïla (Taïra) entre les ministres marocain et espagnol des Affaires étrangères ; or cette rencontre a été annulée par les Marocains, le 21 septembre, qui l'ont jugée sans utilité en raison de violations répétées de l'espace aérien et maritime marocains par les forces armées espagnoles (il y aurait eu, selon le ministère des Affaires étrangères à Rabat, 67 survols de l'espace aérien marocain par des avions espagnols entre les mois de juin et de septembre 2002 et 21 violations des eaux marocaines par des unités navales de la marine espagnole).

Parallèlement, les services de la sûreté nationale marocaine ont annoncé avoir arrêté, dans un refuge boisé au mont Gourougou, à 12 km de la ville de Nador, au nord du Maroc, 1 509 migrants clandestins (dont 1 249 Sub-sahariens et 257 Algériens). Ces personnes ont été expulsées par la frontière maroco-algérienne entre janvier et août 2002 (22). Et, depuis octobre 2002, il ne se passe pas de semaine sans que police marocaine ou la Guardia civil espagnole n'annoncent entre 50 et 250 arrestations de migrants, aussi bien maghrébins que sub-sahariens.

La Commission européenne, dans le cadre d'une mission d'identification au Maroc sur la "Gestion des contrôles frontaliers" (23) a reçu du gouvernement marocain des informations sur le nombre d'arrestations de migrants clandestins, marocains et étrangers, opérées par ses services de sécurité. Ce nombre aurait été de 24 409 personnes en 2000, dont 9 353 Marocains, et de 26 427 en 2001, dont 13 327 Marocains.

Mais cette bataille de chiffres et de déclarations de fermeté est probablement une des manifestations liées à l'approche faite, aussi bien par l'Espagne que par le Maroc, des nombreux différends (ou conflits qui alourdissent un lourd contentieux allant du refus du Maroc de signer en 2000 un autre accord de pêche avec l'UE – pour le compte final de l'Espagne – à la revendication par les Marocains des enclaves de Ceuta et Melilla et de différentes îles au large des côtes méditerranéennes marocaines et encore sous domination espagnole) qui les opposent depuis de nombreuses années.

Les Espagnols n'hésitant pas à soutenir qu'à chaque conflit entre les deux pays, il y a une augmentation des embarcations transportant des migrants à partir du Maroc, ce qui démontrerait « l'existence d'une forme de pression exercée à travers le contrôle de la migration » par les Marocains. Dans ce sens, l'incident de l'îlot du Persil (*Perejil* pour les Espagnols et île de Leïla pour les Marocains) au mois de juillet 2002 n'est pas isolé du reste du contentieux maroco-espagnol (24). Alors que les données fournies par les autorités marocaines montrent, justement, que malgré les situations répétées de crise entre le Maroc et l'Espagne, la police et la gendarmerie marocaines font preuve de plus en plus de vigilance pour limiter les flux migratoires vers l'Espagne au départ du Maroc (25).

Au demeurant, les chiffres concernant les migrants clandestins en provenance de différents pays d'Afrique sub-saharienne arrêtés en Espagne doivent être relativisés, comme doit être autrement appréciée la menace de "la bombe migratoire" qui pèserait actuellement sur l'Espagne et qui en fait, aujourd'hui, un des pays de l'UE les plus en pointe pour appeler à l'adoption de politiques de fermeté et de rétention à l'égard des pays qui ne "collaboreraient pas suffisamment" pour réduire la pression migratoire dont ils sont à l'origine ou qui "faciliteraient" le transit par leurs territoires de migrants clandestins, ce qui correspond, dans les deux cas, à la situation du Maroc.

Dans ce sens, Pablo Pumares, professeur à l'université d'Almería au sud-est de l'Espagne, soutient que : « L'immigration sub-saharienne pose dans toute sa dureté les contradictions de la politique des frontières et son reflet dans l'opinion publique. Son importance numérique est réduite, même si sa tendance est à une hausse plus forte que l'immigration en provenance d'autres zones. Néanmoins, différents aspects méritent fortement l'attention : l'arrivée dramatique des migrants à bord de « pateras », leur concentration dans des enclaves fermées comme Ceuta et Melilla ou les îles Canaries et leur apparente impunité lorsqu'ils sont arrêtés en tentant d'entrer dans le pays. En raison de ces caractéristiques, ils font en permanence la une des périodiques, qui contribuent de manière décisive à renforcer l'idée que l'invasion arrive d'Afrique et en « patera » et à exacerber la peur face à cette immigration qu'il est impossible de contrer, sans tenir compte du fait que cette modalité d'entrée est minoritaire (autour de 20 %) par rapport à ceux qui entrent comme touristes, en particulier en provenance de pays latino-américains, et qui ensuite restent sur le territoire, ainsi que du fait que les Africains représentent moins du tiers (les Sub-sahariens représentant 5 %) des étrangers résidant en Espagne (26). »

Plus précisément, l'Espagne arrive aujourd'hui au 13<sup>e</sup> rang parmi les pays de l'UE en matière d'accueil d'étrangers non européens. La population non originaire d'autres pays de l'Union ne dépasse pas 2 % de sa population totale, soit un peu plus que la Finlande ou que le Portugal (qui font part, respectivement, de 1,7 % et 1,9 % d'étrangers parmi la population totale), lorsque en Autriche, en Allemagne ou en Belgique, près d'une personne sur dix est étrangère (9,2 % en Autriche, 8,9 % en Allemagne et 8,8 % en Belgique) (27). Pareillement, la population active étrangère en Espagne ne représente que 1 % de la population active espagnole totale, lorsque cette proportion se situe à 10 % en Autriche, à 8,8 % en Allemagne ou à 5,8 % en France.

### 3. Evolutions récentes (2001-2004)

Les migrations irrégulières ont connu au cours des dernières années, principalement entre 2001 et 2004, un certain nombre de changements quantitatifs et qualitatifs qui en déterminent aujourd'hui, tout autant que pour la période à venir, les contours essentiels.

Cependant, un trait essentiel semble devoir être mis en avant, celui qui a été attaché, à la fin de l'année 2004, à un net reflux du nombre de migrants transitant par les pays du Maghreb, après la poussée des années antérieures. Un tel reflux a été accompagné, toutefois, d'une multiplication des voies de passage et d'une plus grande diversification dans l'origine des migrants, ce qui en a relativisé les retombées aussi bien médiatiques que politiques.

Abstraction faite de cet élément très instructif quant à l'efficacité des systèmes de contrôle mis en place par les différents Etats concernés, le cadre aussi bien national, régional que international où s'effectuent les

(26) Les migrations irrégulières à travers et vers le Maroc ; BIT, Genève, août 2002.

(27) Publication annuelle de l'OCDE sur les migrations internationales (2001), citée par la revue espagnole *Dinero*, n° 907, juin 2002.

migrations, notamment irrégulières, a connu au cours de la dernière période une tournure fondamentalement différente par rapport aux tendances enregistrées avant 2001. Ainsi, alors même que le nombre de migrants irréguliers entre les côtes de la Méditerranée occidentale, entre le Maroc et l'Espagne, a baissé entre 2003 et 2004, la question migratoire a connu des évolutions très marquées consistant notamment en :

- une forte radicalisation ;
- une accentuation des risques ;
- une forte politisation.

#### **a. Evolution du nombre de migrants irréguliers au cours des dernières années**

Sans que l'on puisse savoir exactement le nombre de migrants irréguliers parvenant à traverser la Méditerranée (venant des côtes marocaines ou tuniso-libyennes) ou l'Atlantique, entre les côtes sud-marocaines et les Canaries, il apparaît, au vu des données fournies par les autorités espagnoles et marocaines, que le nombre de migrants en situation irrégulière arrêtés par les unes et par les autres a fléchi en 2004 par rapport à 2003, et ce en raison d'une plus grande étanchéité des voies de passage consécutive à une fermeté accrue des contrôles, côté marocain, et à l'entrée en plein exercice du Système intégré de vigilance extérieur espagnol (SIVE) installé dès 2002 au sud de l'Andalousie.

Ainsi, alors que les statistiques disponibles jusqu'en 2002 montraient, tel qu'indiqué ci-haut, une augmentation continue du nombre de migrants arrêtés (et donc du nombre de migrants ayant réussi à "passer"), on a pu enregistrer au cours de 2004 une nette inflexion par rapport à l'année antérieure.

Ainsi, le nombre d'immigrés clandestins arrêtés à leur arrivée sur les côtes de la péninsule ibérique par le détroit de Gibraltar et sur les îles Canaries (28) s'est élevé entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2004 à 15 675 personnes contre 19 176 l'année précédente.

Le nombre de "pateras" saisies s'élève à 740 en 2004 contre 942 en 2003, soit une baisse de 21 %. Eu outre, signe d'une plus grande vigueur, 283 responsables des embarcations ont été incarcérés, soit 26 % de plus qu'en 2003.

Les naufrages enregistrés en 2004 s'élèvent à 14 au total, soit un de plus qu'en 2003, mais le nombre de cadavres retirés de la mer (81) a chuté de 20 %. Le nombre de rescapés est également en baisse de 17 % (339), alors que le nombre de disparus (60) est deux fois moins important qu'en 2003. Les mêmes données montrent, par ailleurs, que la traversée par l'Atlantique vers les îles Canaries est désormais préférée au passage par le détroit de Gibraltar – en raison notamment de l'entrée en "plein rendement" du SIVE dans les eaux du Déroit. Quelque 8 426 candidats à l'immigration clandestine ont été arrêtés à leur arrivée aux Canaries en 2004, soit moins de 10 %, mais la baisse est plus significative dans la zone du Déroit où le

(28) Données publiées le 7 janvier 2005 à Madrid par le Secrétariat d'Etat espagnol à l'immigration, MAP, 7/1/2005. C'est dans ce sens que la Secrétaire d'Etat espagnole chargée de l'immigration avait souligné, fin décembre, l'importance des efforts déployés par le Maroc en 2004 pour freiner l'immigration clandestine ainsi que le renforcement "spectaculaire" de la coopération avec l'Espagne dans ce domaine.

nombre d'étrangers interceptés (7 425) a chuté de plus de 26 %. Autre signe significatif de la rigueur du SIVE, les Baléares font en 2004 leur apparition pour la première fois dans les statistiques de l'immigration clandestine en Espagne après l'arraisonnement d'une embarcation avec quatre personnes à bord. Elle avait relevé que 400 filières de trafic d'êtres humains ont été ainsi démantelées et 26 000 tentatives d'immigration clandestines avortées, dont celles de 17 000 Sub-sahariens, et ce dans des opérations menées à l'intérieur du Maroc.

Par pays d'origine des migrants, 5 864 migrants clandestins arrêtés dans les eaux territoriales espagnoles entre janvier et septembre 2004 sont d'origine marocaine, 1 860 sont Maliens, 1094 viennent de Gambie et 332 de Guinée (le reste : Côte d'Ivoire : 226 ; Ghana : 220 ; Soudan : 202 ; Libéria : 173 ; Mauritanie : 171 ; Nigeria : 163 ; Guinée-Bissau : 158 ; Inde : 146 ; plus des migrants de 34 autres nationalités) (29).

Une année plus tôt, en 2003, à la suite du développement des opérations de contrôle et de lutte contre l'immigration clandestine via les voies maritimes, le nombre d'étrangers arrêtés à l'occasion de tentatives d'entrée irrégulière en Espagne avait augmenté de 15,03 % par rapport à 2002, atteignant le chiffre de 19 176, contre 21 682 en 2002.

Les arrestations dans les eaux du Déroit ont été presque de même niveau : 9 794 que celles enregistrées au large des îles Canaries : 9 382 (30).

De leur côté, les autorités marocaines ont annoncé le 24 décembre 2004 que le nombre de "candidats à la migration clandestine" arrêtés au Maroc au cours de l'année 2004 a connu une forte baisse, aussi bien au nord du pays que dans la zone saharienne, face aux îles Canaries. Selon ces autorités : « Les actions multiformes ont permis, durant l'année 2004, l'avortement de plus de 26 000 tentatives d'immigration clandestine, dont 4 989 dans la région du sud du Royaume en face des îles Canaries, ainsi que le démantèlement de 423 réseaux de trafic d'êtres humains. Sur les 26 000 tentatives (31), 17 000 sont le fait de citoyens de pays sub-sahariens. En comparaison avec l'année 2003, le renforcement des mesures de contrôle a permis la baisse de 26 % des tentatives d'immigration illégale vers la péninsule ibérique en général et de 44 % vers les îles Canaries (32). »

Des chiffres plus affinés fournis par la presse marocaine au début de l'année 2005 (33) situent le nombre de refoulements de migrants clandestins du territoire marocain à 18 319, dont 2 008 Algériens, en 2004, contre 20 479 dont 1 513 Algériens en 2003.

Pour la seule région saharienne, les autorités chargées de la sécurité au sud du Maroc ont annoncé l'arrestation de 5 400 migrants clandestins au cours de l'année 2004, dont 4 753 originaires de pays sud-sahariens, 358 Asiatiques et 329 Marocains et Algériens. Elles ont aussi annoncé le démantèlement de 39 réseaux de trafic de personnes, dont 1 à 100 % mauritanien, la destruction de 107 patéras ainsi que l'arrestation de 82 organisateurs, 18 intermédiaires et 4 passeurs.

(29) Agence de presse espagnole EFE, le 10 octobre 2004.

(30) Ministère de l'Intérieur espagnol, Délégation du gouvernement pour les étrangers et l'immigration, Balance 2003, Madrid.

(31) La notion de "tentative de migration clandestine" signifie tout migrant sub-saharien arrêté au Maroc en situation irrégulière (qu'il soit arrêté sur une embarcation ou en attente de départ). Pour les Marocains, cela indique toute arrestation d'une personne déjà embarquée sur une patera ou sur le point d'embarquer, comme cela concerne toute tentative visant la migration, comme par exemple tenter de s'infiltrer dans un port, ou sur une route menant à un port dans un véhicule (en général un camion) sensé y conduire. En outre, les mêmes personnes peuvent être arrêtées plusieurs fois la même. Chaque arrestation correspondra à une tentative.

(32) Agence de presse marocaine, MAP, le 24 décembre 2004.

(33) *Al Ahdath Al Maghrébia*, 12 janvier 2005.



(34) *La Vanguardia*,  
(Barcelone),  
19 août 2004.

Pour ces mêmes autorités, 90 % des immigrants étrangers arrêtés au Sahara viennent du nord du Maroc, à partir de la frontière algéro-marocaine (à 1 600 km de là) et une minorité vient de Mauritanie (34).

Et, de fait, la gendarmerie de ce dernier pays – dont les frontières terrestres n'ont été ouvertes, tout en n'étant autorisées qu'aux seuls Marocains et Mauritaniens, qu'en février 2002 – a annoncé l'arrestation, au nord du Sahara mauritanien (à 300 km au nord-est de Zouerate), le 31 octobre 2004, de 52 migrants (dont 19 Ghanéens, 17 Maliens et 16 Gambiens). Ceux-ci ayant déclaré avoir payé 800 euros chacun pour être conduits dans la région de Laâyoune pour tenter de rejoindre les îles Canaries (35).

(35) *Al Ittihad*  
*Al Ichiraki et Libération*,  
2 novembre 2004.

## b. Le migrant-type

C'est un Marocain, un Algérien, un Tunisien (un peu moins tout de même, alors que la nature politique du système en place à Tunis pourrait plaider pour une situation inverse), un Congolais ou un Nigérien ou un Nigérien ou un Camerounais, etc. de 18 à 30-32 ans. C'est, la plupart du temps un homme, mais c'est désormais, dans près d'un cas sur cinq, une femme.

Elève (voir tableau ci-après), il a arrêté le lycée dans les premières ou à l'obtention de son baccalauréat. Il est aussi étudiant, avec une licence ou un diplôme équivalent en droit, en lettres, en gestion ou en commerce international.

Tableau 5  
**Migrants marocains vers l'Italie,  
selon le niveau scolaire**

Migrants	Niveau éducatif
3	Université
1	Formation professionnelle
1	Baccalauréat
19	Collège-lycée
4	Ecole fondamentale
3	Sans instruction

Source : Enquête Ce SPI/région centre du Maroc, printemps 2004.  
(Voir par ailleurs dans ce numéro).

Ce tableau montre que contrairement à ce qui se passait jusqu'aux années 1960-1970, les migrations internationales, y compris dans leur volet clandestin, ne sont plus le fait de personnes sans aucun niveau de formation-instruction. Dans l'échantillon présenté, ces dernières représentent moins de 10 % du total.

Une configuration quasiment identique à ce propos se retrouve dans un échantillon de 95 migrants irréguliers sub-sahariens de 13 nationalités (dont 35 migrants de RDC, 12 du Cameroun et 12 autres de Côte d'Ivoire) retenu

par une équipe de la Cimade dans une enquête de terrain effectuée au printemps 2004 dans la région de Gourougo/Nador, au nord du Maroc (36).

(36) « La situation alarmante des migrants sub-sahariens en transit au Maroc et les conséquences des politiques de l'Union européenne », Rapport du service des solidarités internationales, Cimade, Paris, octobre 2004.

Tableau 6  
**Migrants sub-sahariens en transit au Maroc,  
selon leur activité dans leurs pays d'origine**

Nombre de migrants	Niveau d'étude
9	Sans instruction
14	Ecole primaire
5	Ecole coranique
6	Collège
8	Formation technique
16	Secondaire
14	Bac
23	Etudes supérieures
<b>95</b>	<b>Total</b>

Source : Rapport Cimade sur les migrants sub-sahariens au Maroc, Paris, octobre 2004.

Par ailleurs, ce migrant est aussi commerçant, petit exploitant agricole ou chômeur, mais dans une faible proportion.

Tableau 7  
**Migrants sub-sahariens en transit au Maroc,  
selon leur activité dans leurs pays d'origine**

Activité/Profession	Nombre
Agriculteur	6
Artisan/commerçant	27
Employé/ouvrier	20
Etudiant	14
Fonctionnaire	6
Militaire	2
Pasteur	2
Profession libérale ou intellectuelle	6
Sans activité	12
<b>Total</b>	<b>95</b>

Source : Rapport Cimade sur les migrants sub-sahariens au Maroc, Paris, octobre 2004.

Il est, dans de très nombreux cas, parti après en avoir discuté avec ses amis, ses frères et sœurs ou des proches déjà installés dans le pays de

destination finale et après en avoir informé sa famille ou, au moins sa mère, qui l'a aidé à réunir des ressources pour financer les différentes étapes de son périple.

Le migrant-type n'est donc ni un illettré, ni un chômeur, ni une personne démunie.

Lorsqu'il vient d'Afrique sub-saharienne, il est passé par Bamako ou par Niamey puis Agadez, puis, de là, Tamanrasset puis Maghnia, puis Oujda. Après, soit il se dirige directement vers le nord du Maroc, direction Nador à la frontière de l'enclave de Mèlilia ou Tétouan, à quelques kilomètres de Ceuta/Sebta, ou il se dirige vers Fès puis Rabat, où il prend le temps d'opter soit pour un départ par le nord (le détroit de Gibraltar), soit une traversée par le sud, entre le Sahara et les îles Canaries. Les forces de sécurité marocaines estiment que 95 % des migrants arrêtés dans la région de Tarfaya et de Laâyoune viennent de la frontière est du Maroc, entre Oujda et Maghnia.

Parfois, lorsqu'il en a les moyens et qu'il a pu avoir un faux passeport, puis un faux visa pour études au Maroc, il a pu atterrir directement à l'aéroport Mohammed V de Casablanca, venant du Mali, du Sénégal, de Côte d'Ivoire ou de Guinée-Conakry.

Le migrant sub-saharien a pris contact, dès son point de départ ou à partir de Bamako, avec le représentant marocain ou étranger (Algérien, Tunisien ou Africain du sud du Sahara) du réseau de migration qui opère à Rabat ou au nord du Maroc et dans tout le Maghreb.

Le transit par l'Algérie a été mis à profit pour arrondir les économies emportées dès le pays d'origine. Là, tous les métiers sont bons. Cordonnier, commerce ambulant de produits alimentaires, manutention, transbordement de marchandises, services à domicile, jardinage...

Une à deux semaines après l'arrivée au Maroc, pour les plus motivés, ceux qui n'avaient aucune envie de rester au Maroc et les « fortunés », le processus de passage vers l'Europe se met en marche grâce à la prise de contact direct avec le réseau de migration. Le transport est alors assuré par ce même réseau vers Tanger ou vers le sud du Maroc.

Le « contrat », bien évidemment verbal et sans aucune garantie – à l'exclusion de la « renommée du réseau » en cas de défaillance volontaire – est acquis contre le paiement d'une somme forfaitaire fixée en fonction de la nationalité des migrants.

Pour les Marocains adultes, elle varie de 5 à 8 000 Dh (soit entre 500 et 800 euros, les trafiquants arrondissant, pour des raisons de « facilité des transactions », le taux de change d'un euro à 10 dirhams marocains, alors que le taux officiel en 2004 se situait à un peu plus de 11 dirhams pour un euro) ; pour les Marocaines, elle est en moyenne de 5 000 Dh, pour les enfants mineurs (13 à 15-16 ans), elle est de 2 000 Dh. Pour un Africain sub-saharien francophone (réputé relativement démuné), elle est de 8 000 Dh, et pour un Africain sub-saharien anglophone (réputé plus débrouillard et plus riche, ce qui est considéré être le cas, plus particulièrement, des

Nigériens), elle est de 12 000 Dh. Le différentiel de prix entre un francophone et un anglophone est généralement expliqué, également, par des risques plus grands encourus en cas de “capture” de ce dernier.

Après un accord préalable avec un nombre de migrants variant entre 15 et 22-23 migrants, et de plus en plus souvent entre 25-30 et 35-45 migrants, le déplacement s’organise. Les migrants sont sortis de Rabat par groupes de 3 à 6 dans de petites fourgonnettes. Passé le premier contrôle de gendarmes à la sortie de Rabat, ceux-ci prennent alors un bus inter-urbain dans lequel on leur a préalablement réservé des places. Le voyage vers Agadir se déroule de nuit. À l’arrivée à Agadir, les migrants sont pris en charge par un autre “représentant” du réseau qui les installe dans une maison en leur demandant de rester discrets et de sortir le moins possible et, de plus en plus, de ne plus sortir du tout. Et en cas de sortie, il leur est conseillé de s’habiller convenablement et proprement (comme des étudiants) pour ne pas attirer l’attention de la police.

Après un séjour à Agadir de quelques (semaines) jours, le temps que tous les migrants candidats à embarquer dans la même « patera » (petite barque munie d’un moteur de 35 chevaux) soient réunis et que les conditions de voyage considérées “sans risques”, ceux-ci sont “mis” dans des 4x4 avec bâches. Le voyage se fait de nuit là aussi, et, signe d’un contrôle important, les 4x4 prennent des pistes désertiques au lieu de la route nationale Agadir-Laâyoune qui connaît une forte présence de forces de sécurité, principalement des gendarmes, mais aussi, dans le Sahara, des FAR (Forces Armées Royales).

Une fois tous les migrants acheminés près du lieu de départ, quelque part sur les côtes, dans la région de Tarfaya, ou entre Boujdour et Laâyoune au Sahara, l’attente commence. Celle-ci pouvait durer un à deux jours voire 2 années (jusqu’en 2002) ; désormais, elle peut durer plusieurs jours, sinon semaines. Les migrants sont priés de se “débrouiller” tous seuls dans un paysage quasi-désertique, entre la côte atlantique et la route nationale reliant Tan-Tan à Dakhla, entre des cités distantes de plusieurs centaines de kilomètres l’une de l’autre. Des membres des “organiseurs du voyage”, leur amènent à boire et à manger (très chichement) tous les 4 à 5 jours. La patéra, très souvent une vieille barque de pêche est désormais amenée aux migrants sur le départ pour qu’ils la “rafistolent” et la repeignent eux-mêmes. À eux de faire de leur mieux, puisque leur sécurité en dépend. Lorsque tout est prêt, on leur amène le moteur. Un des migrants est alors choisi pour prendre les commandes et naviguer avec l’aide d’une boussole de fortune. Les migrants sont délestés de tout équipement de sauvetage qui alourdirait la barque et prendrait de la place. Une place fort chère, puisque d’autres candidats au départ pourraient ainsi s’y mettre.

D’autres places sont désormais disponibles également, puisque, pour éviter d’être arrêtés par les garde-côtes espagnoles et encourir de lourdes peines ou tout simplement pour éviter de se noyer eux-mêmes, les trafiquants

ne mettent plus personne des leurs à bord des embarcations pour l'Espagne. La traversée devient donc une affaire complètement entre les mains des migrants dont beaucoup n'ont jamais vu la mer. Mais c'est aussi un élément pour renchérir le coût de la traversée pour les migrants, puisque l'embarcation est considérée perdue dès le départ, qu'elle arrive ou non à destination. Cette situation fait dire, désormais (début 2005), à des responsables de la Guardia civil espagnole que les migrants clandestins embarqués pour l'Espagne sont face à une seule alternative, soit être arrêtés, soit mourir de noyade ou de perte en mer (37).

(37) Dépêches de l'agence de presse espagnole EFE à partir des îles Canaries, 6 février 2005.

### **c. Multiplication des voies de passage et origine plus diversifiée des migrants**

Tous les migrants, candidats au passage par voie maritime (aussi bien par le détroit de Gibraltar que par les îles Canaries) vers l'Espagne ne viennent, cependant, plus seulement d'Afrique. Ainsi, à titre d'illustration, et après de nombreuses arrestations en 2003 et 2004 (38) au Sahara, entre le Maroc et la Mauritanie, de migrants d'Extrême-orient (Bengalais, Indous, Pakistanais...) en partance pour les Canaries, il est apparu progressivement qu'une nouvelle composante est entrée "en jeu" dans l'alimentation des flux de migration vers l'Europe. Cette nouvelle composante était le Front Polisario, qui dispute au Maroc le Sahara ex-espagnol.

(38) Au cours du dernier week-end du mois de septembre 2004, 125 migrants clandestins ont été arrêtés à la frontière entre le Maroc et la Mauritanie. Parmi eux, il y avait 70 personnes d'origine indoue et bangladeshie. De même, le 29 novembre 2004, les garde-frontières espagnols ont annoncé avoir intercepté 39 ressortissants indiens et trois marocains qui se trouvaient à bord d'une embarcation de fortune à 5 kilomètres au large de Fuerteventura, une des îles de l'archipel des Canaries.

Une telle supposition, avec toutes les implications qu'elle induit, notamment au titre des dangers encourus par les migrants potentiels dans des zones de conflits, est devenue une réalité au cours de l'automne 2004, aux Nations Unies.

En effet, le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation concernant le Sahara occidental, présenté à New York le 20 octobre 2004, pour prolonger le mandat de la force de paix internationale (MINURSO) dans la région, a relaté que :

« Le 3 mai 2004, le Front Polisario a informé la MINURSO qu'un groupe de 23 personnes en provenance du Bangladesh et de l'Inde avait été hébergé par ses forces militaires, à proximité du site de la Mission à Mijek. Le 2 septembre, il l'a également informée que 20 personnes en provenance du Pakistan avaient été découvertes à proximité du site qu'elle occupe à Tifariti. Les deux groupes ont affirmé qu'ils avaient été abandonnés dans le désert par leurs guides, lesquels leur avaient promis le passage en Europe. Les deux groupes sont actuellement hébergés par le Polisario. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) prend actuellement des dispositions en vue de leur rapatriement via un pays voisin. On s'efforce aussi de mettre au point une approche coordonnée entre les parties, les pays voisins et les autres parties intéressées concernant ce qui semble être un phénomène croissant de migrations illégales vers l'Europe, à travers le Sahara occidental. »

Dans le même ordre d'idées, la police mauritanienne retenait, au début de l'année 2005, dans un commissariat de Zouérate plus de 130 migrants irréguliers en provenance d'Inde et du Bangladesh, en partance pour les Canaries via le Sud marocain. Ces migrants, dont certains étaient incarcérés depuis le milieu de l'année 2004, étaient partis de New Delhi en avion vers Bamako, au Mali, et de là ils ont transité par le territoire algérien puis par les zones sahariennes sous contrôle du Polisario. Le prix payé pour un tel périple, dont la destination finale est l'île de Fuerteventura, est de 12 000 dollars américains (39).

Par ailleurs, tous les migrants accostant sur le littoral canarien ne viennent pas du Maroc, un exemple en a été l'annonce le 15 octobre 2004 par les gardes-côtes espagnols de l'arrestation au large de Fuerteventura (îles Canaries) de 176 migrants clandestins sub-sahariens sur un bateau en provenance de Guinée Bissau (40). Un autre exemple significatif (par le nombre de migrants irréguliers impliqués dans le même "voyage") a consisté, le 5 février 2005, dans le sauvetage, au sud des mêmes îles, de 227 migrants en provenance de Côte d'Ivoire et en perdition depuis le début du mois de janvier 2005 sur un bateau de 20 mètres (41).

De même, les passages par voie maritime de migrants irréguliers vers l'Europe ne se font pas tous entre le Maroc et l'Espagne, ils se font aussi entre la Libye et la Tunisie, d'un côté, et l'Italie, de l'autre. Ainsi, au cours de l'été 2004, l'île italienne de Lampéduza a reçu un flot continu de migrants en provenance d'Afrique du Nord (dont des Tunisiens, des Algériens, des Marocains, des Egyptiens et autres Africains du sud du Sahara, notamment). Le nombre de ceux-ci a atteint, fin septembre 2004, plus de 9 000 migrants alors qu'il ne s'était élevé qu'à 6 500 migrants irréguliers en 2002 et 6 000 en 2003.

L'apparition de la Libye, pays peu peuplé et riche en pétrole (où résident depuis de longues années plus de 2 millions d'immigrés du Sud du Sahara et plusieurs milliers de Marocains, de Tunisiens, et autres Egyptiens), comme "nouveau pays de transit" est à considérer en rapport avec la volonté de l'Etat libyen et toutes les initiatives qu'il a prises au cours de l'année 2004 pour réintégrer la communauté internationale (42). Les migrants se trouvant en Libye y ont accédé d'abord pour y travailler, conformément à la volonté exprimée en de nombreuses circonstances par les autorités de ce pays (et notamment pour réagir à "la passivité arabe" face aux sanctions américaines qui lui ont été appliquées entre 1986 et début 2004) – voir par ailleurs.

## II. Autres évolutions qualitatives

### 1. Une radicalisation de plus en plus marquée

Cette radicalisation se manifeste dans des lois sur les étrangers plus restrictives. Il s'agit notamment, pour ne citer que les textes juridiques adoptés récemment (entre 2003 et 2004) au Maghreb, de la loi marocaine adoptée

(39) Enquête de Stéfano Liberti, *Il Manifesto*, (Rome), 23 janvier 2005.

(40) Agence de presse espagnole EFE, 16 octobre 2004.

(41) Agence de presse espagnole EFE (Madrid), 6 février 2005.

(42) La Libye, où une délégation de l'Union européenne inspectait début décembre 2004 des camps où sont regroupés des migrants "irréguliers" dans la plupart des grandes villes libyennes, déclarait (le 16 décembre 2004) par la voix de son président « qu'elle ne serait pas le gendarme de l'Europe en Afrique » en demandant par la même occasion la réunion "d'une conférence internationale sur les migrations en Afrique".

à l'unanimité du parlement à la suite des attentats de Casablanca (du 16 mai 2003) et publiée en novembre 2003 et de la loi tunisienne régissant le même sujet, promulguée peu de mois plus tard, en février 2004). Il s'agit, dans les deux cas, d'un retournement total de tendance, s'agissant plus particulièrement du Maroc, dans l'approche législative et réglementaire de la migration de transit, aussi bien que de l'émigration et de l'immigration irrégulières, à travers notamment une plus grande rigueur vis-à-vis des trafiquants de personnes.

La constitution (reconstitution) du cadre législatif se fait parallèlement à une criminalisation progressive des migrations (plus forte imbrication de la criminalité organisée) où les services de sécurité sont devenus des interlocuteurs et des décideurs importants. C'est notamment dans ce sens qu'il faut comprendre la "Convention de financement relative à la gestion des contrôles frontaliers entre le Maroc et l'UE" signée le 20 décembre 2004 et portant sur un programme de "gestion des contrôles frontaliers", côté marocain, doté de 40 millions d'euros.

Ce programme, intégré par l'UE, aux différents projets MEDA 2002-2004 s'articule autour de 4 composantes : l'appui institutionnel, la formation, la sensibilisation et l'équipement.

Les deux premières composantes, ainsi que la quatrième, ciblées par ce programme (la composante "appui institutionnel", qui consiste en la consolidation de l'aspect opérationnel de la Direction de la Migration et de la Surveillance des Frontières, de l'Observatoire de la migration et des Comités locaux, et la composante formation, destinée à la mise en place des programmes de formation au profit des unités en charge de la lutte contre la migration clandestine) sont tout particulièrement destinées à rendre plus étanches les frontières marocaines aux migrations irrégulières, en mettant à la disposition des forces de sécurité déployées par le Maroc des équipements de haute technologie, de surveillance et de contrôle (43).

Une approche sécuritaire renforcée, dont les pourtours apparents sont, des deux côtés de la Méditerranée, des actions de terrain symboliques ou presque d'ordre militaire, et un discours de plus en plus musclé, relais d'opinions publiques chez qui l'inquiétude a tendance à prendre la place d'une tolérance qu'elles semblent presque regretter à présent :

Pour les actions terrain, il y a lieu de relever :

– La mise en place, entre Tarifa et Cadix, dans le sud de l'Espagne, du Système intégré de vigilance extérieure (SIVE).

Entamé en 2002, ce système devra être complètement installé en 2008. Avec un coût global de 260 millions d'euros et doté de moyens quasi-militaires, il devrait permettre selon ses concepteurs de rendre les côtes sud espagnoles (et sud-européennes) infranchissables aux migrants irréguliers.

(43) Les équipements retenus dans le cadre de ce programme seront constitués de moyens mobiles de détection (radars), d'observation et d'identification (caméras infrarouges), de détection de passage (senseurs électromagnétiques, sismiques ou acoustiques), de transmission (moyens fixes, mobiles et portatifs), de surveillance (jumelles), d'intervention (véhicules 4x4 et deux roues), de transport (camions 4x4) et de secours. Ces équipements seront organisés en Unités mobiles opérationnelles (UMO). Agence marocaine de presse, MAP, 20 décembre 2004.



	2004	Fin 2005	Fin 2008
Stations fixes	18	25	25
Unités mobiles de vigilance	2	13, en 2006	
Patrouilleurs haute mer ; + de 30 m	3	14	16
Embarcations moyennes à grande vitesse	9	33	44
Patrouilleurs légers	5	11	11

Source : Journal El País (Madrid). n° daté du 11 octobre 2004.

– La constitution de patrouilles communes maroco-espagnoles (dès le début 2004 dans le détroit de Gibraltar et à partir du 15 novembre 2004 au large de l'Atlantique, entre les côtes marocaines et les îles Canaries).

– L'annonce (le 10/11/2003) à Rabat de la mise en place d'une Direction de la migration et de la surveillance des frontières. Cette direction semble avoir été déléguée à la Direction de la surveillance du territoire (DST) qui paraît avoir pris en charge essentiellement les réseaux de "trafiquants de migrants".

d. Le renforcement des contrôles aux ports et aéroports européens. Dans ce sens, la police espagnole a annoncé, début novembre 2004, qu'elle allait affecter quelque 300 agents supplémentaires au contrôle des frontières et à l'expulsion des clandestins. Une nouvelle unité centrale des expulsions et rapatriements regroupant 103 fonctionnaires va être créée, tandis que 130 nouveaux policiers seront répartis dans les centres d'internement pour sans-papiers du pays et 90 autres affectés à l'aéroport de Madrid (44). L'Unité centrale des expulsions et rapatriements sera chargée de coordonner les centres d'internement pour étrangers, de contrôler les clandestins purgeant des peines de prison, de rapatrier les mineurs étrangers et d'exécuter les décisions judiciaires d'expulsions. 130 policiers seront en outre déployés dans les centres d'internement pour clandestins, dont 50 au port d'Algésiras, où sont regroupées les personnes originaires de pays sub-sahariens entrées en Espagne à partir de Sebta et Melilla ainsi que de l'archipel des Canaries.

f. Les actions de refoulement immédiat entreprises par les autorités italiennes à l'encontre des migrants arrivés sur l'île de Lampedusa au cours du mois de septembre 2004.

Au niveau du discours, on peut citer, par exemple, le ministre français de l'Intérieur lorsqu'il a relevé la lutte contre l'afflux de migrants clandestins au rang d'"enjeu républicain" qui demande à être renforcé, en fixant l'objectif de 20 000 reconduites aux frontières en 2005 contre environ 15 000 en 2004 (45).

A ce niveau également, on peut reprendre la déclaration du ministre espagnol du travail, le 2 janvier 2005, selon laquelle le Maroc (qui a adopté une loi sur les migrations très restrictive, qui contribue à des patrouilles communes avec l'Espagne ou qui a transformé progressivement son principal

(44) A précisé à l'Agence France presse un porte-parole de la police espagnole, AFP, 5 novembre 2004.

(45) *L'Express* (Paris), semaine du 25 novembre 2004 et *le Figaro* (Paris), 25/11/2004.

port pour voyageurs – Tanger, en l’occurrence – en véritable site militaire, etc.) « a accru sa coopération. Cependant, nous continuons de penser qu’il doit l’augmenter davantage. Le gouvernement espagnol va être plus exigeant sur ce point ». Cela tout en rappelant que le trafic d’immigrants clandestins provenant des côtes africaines, essentiellement marocaines, a diminué en 2004 par rapport aux deux années précédentes (46).

(46) Agence France Presse (AFP), 2 janvier 2005.

On peut aussi citer, dans le même registre et suite aux différents événements que la Hollande a vécus après le meurtre du cinéaste hollandais, Théo Van Gogh, le 2 novembre 2004, une enquête d’opinion selon laquelle 40 % des Néerlandais souhaiteraient que les 900 000 musulmans du pays (dont la plus grande partie est constituée de Marocains et de Marocains naturalisés Hollandais) sur les 16 millions d’habitants que compte le pays ne “se sentent plus chez eux”. Alors que pour 80 % des Hollandais des mesures plus dures doivent être prises pour l’intégration des immigrés, l’assassinat par un musulman extrémiste est pour certains la preuve de l’échec de la politique d’intégration multi-culturelle des Pays-Bas (47).

(47) AFP, 10 novembre 2004.

## 2. Possibilités d’action

Toutes les évolutions quantitatives et qualitatives constatées au cours des derniers mois montrent bien que toute intervention crédible pour réduire l’ampleur du phénomène migratoire à moyen et long terme, et en limiter, à court terme, les effets négatifs de toutes natures que subissent aussi bien les pays de départ que les pays d’accueil et les migrants eux-mêmes tout au long du processus migratoire, doit s’articuler autour d’un ensemble de volets – sécuritaire certes, mais aussi économiques et sociaux – et doit être conduite d’abord au niveau des pays de départ.

En premier, pour qu’il y ait des résultats concrets sur le terrain, en termes de réduction de la pauvreté, d’accroissement de l’emploi, de relèvement du niveau éducatif de la population, d’amélioration du cadre de vie, d’installation de la sécurité et de la stabilité, il y a un besoin impérieux de renforcement du partenariat euro-méditerranéen et d’une approche concertée, plus dynamique et volontariste, entre groupes régionaux d’Afrique – Maghreb et Afrique sub-saharienne – et l’Union européenne (en plus, dans une perspective plus globale) du Japon, des Etats-Unis d’Amérique, des organismes des Nations Unies spécialisés dans le développement et des instances financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale).

Cette approche devrait, plus particulièrement, être conduite par les ensembles aujourd’hui les plus directement concernés par les migrations et les problèmes de développement en Afrique. Il s’agit de l’Union européenne et du Maghreb, en tant que groupes politico-économiques, et de l’ensemble des pays sub-sahariens de départ.

Les problèmes posés et les populations concernées à l’heure actuelle et qui le seront dans les années à venir sont tels qu’il y a besoin d’une Conférence

euro-africaine pour discuter les fondements d'un cadre multilatéral de dialogue et de coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb et les principaux pays de départ de migrants illégaux d'Afrique sub-saharienne.

Cette conférence devrait viser, normalement, l'institution d'un « partenariat politique et de sécurité », à l'image de ce qui a été convenu en 1995 entre l'Union européenne et pays du sud de la Méditerranée, pour faire face à court et à moyen termes au flux de migrations illégales, mais elle devrait surtout aborder le long terme en instituant un « partenariat économique et de développement » seul en mesure de réduire les pressions migratoires dans un continent bientôt peuplé de plus d'un milliard de personnes.

Ce partenariat euro-africain, vu l'urgence des problèmes posés par les migrations illégales à l'heure actuelle et vu l'ampleur qu'elles peuvent atteindre dans les années à venir, doit être fondé sur une volonté politique forte et sur un engagement économique réel pour lutter contre la pauvreté et asseoir le développement dans les régions les moins nanties de l'Afrique sub-saharienne.

Plus spécifiquement, la création d'emplois au Maghreb à un niveau significatif réduirait la pression migratoire à partir de cette région. Cela conduirait, en particulier, à l'atténuation des flux de migration irrégulière, ce qui réduirait autant la présence de réseaux illégaux organisant cette migration et permettrait la disparition de cet élément qui représente un facteur d'appel important des migrations irrégulières à partir des zones sub-sahariennes. La diminution du nombre de migrants irréguliers et légaux à partir des différents pays du Maghreb, comme cela s'est réalisé progressivement depuis le début des années 1980 pour des pays comme le Portugal et l'Espagne et depuis le milieu des années 70 pour l'Italie – qui n'ont commencé à se développer véritablement que grâce à leur intégration à l'Europe et aux ressources qu'ils en ont retirées pour développer les régions les plus attardées de leurs territoires – permettra subséquemment de “libérer” une plus grande place aux migrants d'Afrique sub-saharienne dans les différents pays européens qu'ils cherchent à atteindre.

Ces politiques ont cependant besoin, pour être enclenchées et pour durer, de l'appui et du support des pays riches, destinataires et fortement concernés par toutes les formes de migrations, notamment de l'Union européenne. Comme elles ont besoin d'être initiées dans les principales zones sub-sahariennes de départ des migrants clandestins.

#### **a. Que peut faire le Maghreb en matière de migration ?**

- Le Maghreb n'est pas (pas encore !) un espace de richesse en mesure de recevoir une population étrangère dans des proportions significatives.
- Le Maghreb est une zone de chômage et encore d'émigration, la question de l'accueil définitif de migrants étrangers, sub-sahariens en particulier, se posera tout normalement lorsque les économies maghrébines permettront la création d'un nombre d'emplois suffisant pour leurs populations propres.

- Le Maghreb peut cependant, et dès à présent, augmenter progressivement et dans des proportions importantes l'accueil d'étudiants et autres jeunes d'Afrique sub-saharienne pour les former dans ses universités et ses établissements de formation professionnelle. Cela donnerait à ces "migrants pour études" la capacité d'intégrer beaucoup plus facilement et de façon plus profitable le marché de l'emploi dans les pays de transit, les pays d'immigration potentiels et leurs propres pays.

- La coopération en matière de migrations irrégulières est possible, cependant, dans un cadre maghrébin, et à la condition que l'approche soit globale, c'est-à-dire qu'elle doit porter sur les volets économiques, sociaux et humains, en plus des considérations purement sécuritaires.

- Rien ne semble interdire aux citoyens des pays d'Afrique sub-saharienne en situation régulière de travailler et de vivre au Maroc, en Algérie et en Tunisie, à condition que cela réponde aux besoins du marché du travail local et se conforme aux lois en vigueur. Et de fait, nombre de migrants exercent des activités commerciales privées, travaillent en tant que journalistes, exercent des activités artistiques ou sont engagés dans des équipes sportives (notamment de football et de basket).

La situation des pays du Maghreb n'est pas tout à fait celle des pays du sud du Sahara, mais c'est un espace qui est encore loin d'être une zone de prospérité. Et ce qui démontre le plus que le Maghreb, avant de pouvoir recueillir durablement des migrants d'autres pays, doit d'abord pouvoir restreindre l'émigration de ses propres habitants, réside bien dans la situation de ses différents marchés de l'emploi et surtout dans la structure du chômage sur ces marchés.

En outre, une plus grande implication de certains organismes des Nations Unies, tels que l'OMS, le BIT, le PNUD, le FNUAP ou la FAO, ou encore d'ONG telles que Médecins sans Frontières, serait de la plus grande utilité pour les migrants et pour les Etats-villes qui les hébergent. Des procédures d'intervention pertinentes doivent être trouvées en ciblant trois niveaux :

- celui des autorités administratives centrales et régionales ;
- autant que possible, celui des collectivités locales élues, qui disposeraient d'une plus grande flexibilité en rapport avec ce type d'intervention ;
- et, enfin, celui des ONG et associations de la société civile.

Au-delà, la résorption des migrations clandestines à partir des pays du Maghreb ne peut être menée que grâce à l'encouragement et à la mise en œuvre de politiques économiques et sociales productrices de richesses et créatrices d'emplois.

La création d'emplois au Maghreb à un niveau significatif réduirait la pression migratoire à partir de ces pays. Cela conduirait, en particulier, à l'atténuation des flux de migration irrégulière, ce qui réduirait d'autant la présence de réseaux illégaux organisant cette migration, et permettrait la disparition de cet élément qui représente un facteur d'appel important des migrations irrégulières à partir des zones sub-sahariennes.

**b. Que peuvent faire ensemble l'UE et le Maghreb dans les pays de départ ?**

Parallèlement, faire face à la pauvreté et au déclin de l'Afrique, pour réduire les migrations irrégulières à partir de ce continent autrement qu'à travers les options sécuritaires, implique de tester toutes les formules permettant **de créer des activités productives, génératrices** d'emplois et de richesses, en particulier à travers :

- un ciblage très précis des zones où il est possible d'intervenir avec le maximum d'efficacité ;
- un recours préférentiel à la coopération décentralisée, c'est-à-dire à la prééminence accordée, dans les différentes interventions, à des collectivités locales relevant aussi bien d'une organisation moderne que de communautés traditionnelles, moins sujettes à des questionnements sur l'absence de démocratie ou sur la corruption, par exemple ;
- un recours pertinent aux ONG de développement qui ont fait leurs preuves aussi bien chez les pays donateurs que chez les pays récipiendaires ;
- un choix concerté, mais très précis des projets, en fonction des différentes situations locales et des moyens qu'il est possible de mobiliser ;
- un accompagnement pointu de tout projet d'actions de formation et de conscientisation des différents intervenants, aussi bien au niveau des donateurs et prestataires de services que des bénéficiaires ;
- le ciblage de chaque projet sur une région bien déterminée en tâchant de concentrer ses retombées sur une communauté particulière pour que les premiers effets atteignent un seuil critique qui doit servir comme référence en vue de reprendre un projet similaire dans un espace géographique mitoyen, et ce en créant de proche en proche des effets de propagation et d'émulation ;
- la considération de la formation comme l'une des bases de réussite de tout projet, en accompagnant toute action de développement d'un effort d'alphabétisation de base et d'apprentissage pour les différents métiers auxquels elle doit faire appel ;
- le ciblage, dans toute action, des femmes et des jeunes ;
- l'harmonisation, dans leurs régions d'intervention, des actions des différentes agences de développement relevant de l'ONU, pour en relever l'efficacité et les retombées sur les populations concernées (des interventions isolées dans l'espace et unidimensionnelles n'ont aucune portée pratique).

## Références bibliographiques

- Lucile Barros, Mehdi Lahlou, Claire Escoffier, Pablo Pumares, Pablo Ruspini, (2002), *l'Immigration irrégulière sub-saharienne à travers et vers le Maroc*, Genève, ILO.
- Commission européenne (2002), Programme Meda-Maroc, « Gestion des contrôles frontaliers », Mission d'identification au Maroc, juillet-octobre.
- Comité catholique contre la faim et pour le développement, *Dette & développement, plate-forme d'information et d'action sur la dette des pays du sud*, rapport 2001-2002 (site internet : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)).
- Haut Conseil de coopération internationale (HCCI) (2002), *les Priorités de la coopération pour l'Afrique sub-saharienne...*, Paris-France, avril.
- « La Conférence de l'ONU sur le financement du développement » (2002), Monterrey, Mexique, 18-22 mars, décembre.
- Le Monde diplomatique* (1998), avril.
- Le Monde diplomatique* (1999), janvier.
- Le Monde diplomatique* (2000), mars.
- Le Monde diplomatique* (2001), septembre.
- Le Monde* (2003), « Bilan du monde », Paris.
- Le Monde diplomatique* (2003), « L'Atlas du monde diplomatique ».
- Le Monde diplomatique* (2003), mars.
- ONUDI (1999), « Côte d'Ivoire : Développement durable du secteur privé », juin.
- ONUDI (2000), « Appui à la compétitivité et promotion de la décentralisation des activités productives », mai-mars.
- ONUDI (2001), « Programme intégré d'appui aux activités génératrices de revenus et d'emplois pour la réduction de la pauvreté », Madagascar, avril.
- Sassia Spiga (2002), *la Dynamique urbaine post migratoire à Tamanrasset*, Migrinter, Poitiers, avril.
- Olivier Pliez (2002), *les Migrations dans le Sahara libyen : approches et aspects*, Migrinter, Poitiers, avril.
- Sites consultés : [www.uneca.org](http://www.uneca.org) (site de la Commission économique pour l'Afrique) ; [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) (Banque mondiale) ; [www.adb.org](http://www.adb.org) (Banque africaine de développement) ; [www.fao.org](http://www.fao.org) (FAO) ; [www.undp.org](http://www.undp.org) (Programme des Nations Unies pour le développement) ; [www.unaids.org](http://www.unaids.org) (Programme des Nations Unies de lutte contre le sida) ; [www.ilo.org](http://www.ilo.org) (Organisation internationale du travail).